

Maître d'Ouvrage:

SCI LES ANCOLIES

268 Avenue d'Annecy

73000 CHAMBERY

Opération: Réaménagement cuisine MAS LES ANCOLIES

94 Rue du chemin vieux

73460 Saint Vital

LOT n°00

Prescriptions communes à tous les lots

C.C.T.P. / D.P.G.F.

Contrôleur Technique

VERITAS

Coordonnateur SPS

VERITAS

01	<p>Préambule</p> <p>Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, rassemble les données, prescriptions, caractéristiques, performances, spécifications d'ordre technique que le Maître d'ouvrage a jugé nécessaires de formuler en complément des règles de l'art, pour s'assurer de la bonne exécution des travaux, relatif à :</p> <p>Concerne: Projet de réaménagement en site occupé de la cuisine de La Maison d'Accueil Spécialisée "LES ANCOLIES" situé 94, rue du vieux chemin 73460 SAINT VITAL</p> <p>PC 073 283 250 1003</p> <p>Le projet consiste à réaménager et créer une extension de la cuisine et de ses locaux annexes.</p> <p>Avant de remettre son offre de prix, l'Entreprise devra impérativement se rendre sur site afin d'évaluer la consistance des travaux à réaliser. Elle devra vérifier ses mètres, elle s'engage qu'il en soit à réaliser tous les travaux permettant une finition parfaite des Ouvrages décrits sur les plans et notices.</p> <p>Les travaux ont lieu en zone sismique</p> <p>Cette opération est à réaliser conformément au phasage et planning prévisionnel joint au dossier de consultation.</p> <p>Classement du bâtiment: ERP 4 ème catégorie type J.</p> <p>Liste des Intervenants:</p> <p>Maître d'ouvrage SCI LES ANCOLIES C/O UDAPEI SAVOIE 268, Avenue d'ANNECY BP 50102 73000 CHAMBERY</p> <p>Représentant du Maître d'Ouvrage DELTHA SAVOIE 134 allée des Ateliers 73250 Saint-Pierre-d'Albigny Tel :04 79 64 41 92 - 07 48 93 04 26 Mme Sandrine CAMBIN, Responsable Patrimoine s.cambin@deltha-savoie.org</p> <p>Équipe de Maîtrise d'Oeuvre Mission de Base + Visa</p> <p>Architecte</p> <p>Atelier d'Architecture NORMANDON & JARDIN</p> <p>22, rue Paul HELBRONNER 38100 GRENOBLE Tel : 04 76 09 43 43 Mél : contact@benoit-architecte.fr</p> <p>BET Structure béton</p> <p>CEBEA 15 Avenue Général Champon 38000 GRENOBLE Interlocutrice : Cécile SIEBERT Tél : 04 76 87 51 25</p>				
----	---	--	--	--	--

<p>Mél : contact@cebea.fr</p> <p>BET Thermique Fluides CVC Pbs Électricité</p> <p>STREM STREM Grenoble 15, rue Marceau 38000 GRENOBLE Interlocuteurs : Alexandre VERZAUX / Nicolas MONDIN Tél : 04 78 17 39 09 - Fax : 04 72 44 28 66 Mél : contact@strem.fr</p> <p>BET Cuisine</p> <p>CUISINE INGENIERIE 49, route du Ferrand 38300 ECLOSE-BADINIERES Interlocutrice : Sandrine VIALLE Tél : 06 58 58 79 95 Mél : sandrine.vialle@cuisine-ingenerie.fr</p> <p>Équipe d'Ingénierie Géomètre CEMAP</p> <p>Géotechnicien EGSOL</p> <p>BET Acoustique</p> <p>SALTO INGENIERIE Agence Sud-Est : 3 chemin du Pré Carré 38240 MEYLAN Tel. 09 72 61 35 11 Interlocuteur : Henri MARTIN Mél : henri.martin@salto-ingenerie.com</p> <p>Coordonnateur - SPS BUREAU VERITAS 395 rue Dr Marmonnier ZI Grande Ile 38190 VILLARD BONNOT Interlocuteur : Guillaume TOUTAIN Tél : 06 88 05 45 86 Email : guillaume.toutain@bureauveritas.com</p> <p>Bureau de contrôle - Contrôleur technique BUREAU VERITAS 395 rue Dr Marmonnier ZI Grande Ile 38190 VILLARD BONNOT Interlocuteur : Guillaume TOUTAIN Tél : 06 88 05 45 86 Email : guillaume.toutain@bureauveritas.com</p> <p>DEKRA ACT DIAG IMMO HSI ALPES Parc Sud Galaxie Immeuble Le Calypso 4-6 rue Des Méridiens 38130 ECHIROLLES</p>				
--	--	--	--	--

<p>Référence AMITRAV-E6295897-2501 22 janvier 2025 résultats négatifs / pas d'Amiante détectée. Référence PBREPAV-E6295897-2501 17 janvier 2025 résultats négatifs / pas de Plomb détecté.</p> <p><u>Phasage de l'opération:</u> Les travaux se dérouleront en 1 phase.</p> <p><u>Type de marché:</u> Appel d'offre en marché privé.</p> <p><u>Liste des lots:</u> LOT 00 : Prescriptions communes à tous les lots LOT 01 : Déconstruction - Terrassements- Gros oeuvre - Abords directs LOT 02 : Couverture - Étanchéité - Isolation - Zinguerie LOT 03 : Menuiseries aluminium - Serrurerie LOT 04 : Cloisons - Faux Plafonds - Peinture - Façades LOT 05 : Sols durs collés - Faïences LOT 06 : Menuiserie int.Bois LOT 07 : Génie climatique - Plomberie LOT 08 : Électricité / courants forts - courants faibles LOT 09 : Équipement de cuisine</p> <p><u>Délai des travaux:</u> Les travaux sont à réaliser conformément au planning prévisionnel des travaux joint démarage au 1er septembre 2025 pour une livraison le 19 février 2026.</p> <p>Les entreprises qui auront en charge les travaux s'engagent à respecter les directives du Maître d'Ouvrage dans l'annexe jointe au présent dossier de consultation dénommée "<u>Plan d'intervention - Chantier de la MAS en site occupé (établissement médico social)</u>" et du CSPS, faute de quoi l'entreprisepourra, sur simple constat, se voir refuser l'accès au site par le Maître d'Ouvrage, et les éventuels retards dus à la défaillancede l'entreprise seront déduits du montant de ses travaux.</p> <p>Les entreprises s'engagent à mettre à la disposition du chantierla main d'œuvre qualifiée et tout l'outillage nécessaires à la réalisation de leurs travaux dans les règles de l'art, les normeset D.T.U en vigueur, cela pendant toute la durée et dans lesdélais prescrits au planning général.</p> <p><u>IMPORTANT:</u> Les travaux par point chaud au droit des ossatures et ouvrages bois de toute nature sont formellement interdits. Tout contrevenant se verra immédiatement, sur simple constat et sans préavis, exclu du chantier.</p> <p><u>Liste des documents graphiques:</u> Suivant listes des pièces jointes au dossier.</p> <p><u>Nota:</u> Le présent C. C. T. P. constituant le document contractuel technique des plans fournis, les entrepreneurs ne pourront arguer d'un manque de concordance entre plans et C.C.T.P., d'une imprécision dans la description ou la figuration des ouvrages pour ne pas exécuter le travail dans les règles de l'Art. Ils se complètent tous.</p>				
--	--	--	--	--

	<p>Le prix tient compte, sans que l'énoncé ci-dessous soit limitatif, des plus-values nécessitées par :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les difficultés d'approvisionnement et de mise en oeuvre.- Les frais d'échafaudage, d'étalement, d'épuisement d'eau.- La protection des surfaces.- Les nettoyages et enlèvements des gravois après chaque intervention.- L'ensemble des prescriptions prévues aux documents contractuels concernant notamment la participation de l'entrepreneur à la préparation de l'exécution, l'organisation matérielle et collective du chantier et les obligations diverses de l'entrepreneur prévues par les documents, notamment en ce qui concerne les règles de sécurité. <p>Les analyses ou essais prévus dans le D. T .U. seront toujours à la charge de l'entrepreneur, de même que l'ensemble des échantillons et maquettes qui seront réclamés par le Maître d'ouvrage afin de permettre le choix des produits, matériaux, coloris à fournir au début de la période de préparation, ou en temps nécessaires au parfait approvisionnement du chantier sur demande de l'entreprise.</p> <p>Les essais complémentaires demandés par le Maître d'ouvrage seront également à la charge de l'entreprise si les résultats ne sont pas conformes aux prescriptions du marché.</p> <p>Les entreprises devront remettre une proposition de prix complète, la décomposition de prix global et forfaitaire sera établie sur la base du CCTP comportant les ouvrages annexes et complémentaires, nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage suivant les règles de l'art et les différents DTU et normes en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.</p> <p>Le cadre de bordereau quantitatif remis avec le dossier DCE servira de base au chiffrage des entreprises.</p> <p>Le cadre de bordereau quantitatif n'a pas de valeur contractuelle et exprime uniquement la décomposition du prix global et forfaitaire en vue de l'établissement des situations de travaux.</p> <p>Le cadre de bordereau quantitatif est à remplir obligatoirement par l'entreprise et à remettre avec son offre.</p> <p>L'entreprise fera son affaire de toute omission ou erreur de quantité.</p> <p>Aucune plus-value ne sera acceptée.</p> <p>Tous travaux non désignés dans le cadre de bordereau quantitatif et que l'entreprise jugerait bon d'ajouter pour compléter son offre devront y figurer, et seront incluses dans le montant de l'offre.</p> <p>Références:</p> <p>Tous les ouvrages devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels parus jusqu'à la remise des prix et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le règlement sanitaire duquel relève la commune où est implantée l'opération, objet du présent marché.- Les cahiers des charges des normes et DTU, les règles de calcul DTU publiés par le C.S.T.B. ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata.- Les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S.) rattachés aux D.T.U., et les mémentos pour la conception publiés par le C.S.T.B.- Les avis techniques, les cahiers du centre technique du bois et les cahiers des charges ou procédure expérimentale spécifique (ATEX) pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.- Les normes: les normes françaises homologuées : Tous les produits (matériaux et équipements) pour lesquels des normes NF existent devront être homologues NF.- Les classements aux labels décernés par les organisations de certification spécialisées, notamment: <p>* ACERMI - isolants thermiques * MERUC -enduits monocouches * F .I. T - complexes d'étanchéité</p>				
--	---	--	--	--	--

<p>* CTB -charpentes en bois * UPEC -revêtements plastiques -carrelages * CEKAL -vitrages isolants * FASTE -blocs-portes intérieurs * QUALICOAT -laquage sur profilés métalliques * QUACANOD - anodisation (aluminium) * CTB Bois + Traitement des bois</p> <p><u>PV de classement au feu:</u></p> <p>Les éléments de construction pour lesquels un classement de résistance ou de réaction au feu est requis par la réglementation en vigueur, devront faire l'objet d'un Procès-verbal d'essai d'un laboratoire officiel.</p> <p><u>Réglementation contre l'incendie:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - le décret du 31 Octobre 1973 et à l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - la circulaire du 3 mars 1982 complétée par la circulaire du 21 juin 1982 relative aux Instructions Techniques Ministérielles prévues dans le règlement de sécurité - Instruction Technique n° 246 relative aux systèmes de désenfumage dans les établissements recevant du public - Instruction Technique n° 248 relative aux systèmes d'alarme utilisés dans les établissements recevant du public - ERP de 5ème catégorie type M <p><u>Études techniques et d'exécution:</u></p> <p>Les entreprises auront à prendre en charge la prestation des plans et études d'atelier propres aux ouvrages des différents lots, sauf le lot Terrassements - Gros oeuvre en maçonnerie ou les plans de structure sont à la charge du Maître d'ouvrage.</p> <p>Ces documents doivent être remis en parallèle pour approbation :</p> <ul style="list-style-type: none"> * au Maître d'Ouvrage / Casino d'Uriage * au bureau de contrôle technique. * aux différents bureaux d'études *.à l'architecte - soit au minimum en 4 exemplaires. <p>Les entreprises sont tenue de tenir à jour un tableau de fourniture de plan et d'échantillons.</p> <ul style="list-style-type: none"> * fourniture * date <p>Les entreprises devront fournir un bordereau de prévision de production de documents d'exécution.</p> <p>En aucun cas, les entreprise ne devront effectuer des commandes de matériaux et matériels, ou entreprendre des travaux, sans que lesMaître d'Ouvrage, Architecte, Bureau de Contrôle et Coordonnateur SPS n'aient formulé un bon pour exécution définitif.</p> <p><u>Marché global et forfaitaire</u></p> <p><u>IMPORTANT:</u> <u>L'ensemble des études techniques EXE et des contrôles réglementaires sont à charge de chaque entreprise</u></p> <p>Le présent C.C.T.P a été réalisé afin que l'entrepreneur puisse saisir l'esprit dans lequel a été conçu le projet et établir une offre en toute connaissance de cause et en utilisant au mieux ses propres capacités techniques.</p> <p>Le marché sera traité à prix forfaitaire quels que soient les aléas rencontrés lors des travaux.</p>			
---	--	--	--

	<p>Il est rappelé que le prix forfaitaire doit comprendre tout ce qui est nécessaire à un achèvement complet par rapport aux objectifs à atteindre et aux sujétions relatives aux exigences en matière de sécurité et de protection de la santé.</p> <p>L'entrepreneur ne pourra pour se soustraire à cette obligation s'appuyer sur ce que les spécifications du C.C.T.P .pourraient présenter d'incomplet ou de contradictoire.</p> <p>Les explications qu'il doit demander au Maître d'ouvrage, ainsi que la reconnaissance des lieux qu'il aura effectuée, l'aura mis à même de s'édifier complètement sur les travaux à réaliser, et de donner un prix forfaitaire en parfaite connaissance de cause.</p> <p>L'entrepreneur a toute latitude pour poser, par écrit, au Maître d'ouvrage, toutes questions qu'il jugerait utile à la parfaite compréhension du projet.</p> <p>De la même façon, il doit signaler les omissions qui ne permettraient pas de livrer l'ouvrage construit en parfait état, avec toutes les commodités auxquelles peuvent prétendre les utilisateurs.</p> <p>L'entrepreneur est réputé, pour la remise de son offre :</p> <ul style="list-style-type: none">- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et de s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.- avoir procédé à une visite du terrain, à une visite d'état des lieux exhaustive et apprécié toutes les sujétions relatives : <p>à l'état de l'existant</p> <p>à la configuration des abords et des accès</p> <p>à l'organisation et au fonctionnement du chantier: moyens de communication, lieu d'approvisionnement en matériaux, conditions de stockage, éloignement des décharges autorisées, installation du chantier, conditions d'alimentations en eau, en électricité, etc...</p> <p>à la topographie et à la nature du terrain</p> <p>aux sujétions relatives aux exigences en matière de sécurité et de protection de la santé</p> <ul style="list-style-type: none">- avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation s 'être assuré qu' elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'ouvrage, du contrôleur technique et du coordonnateur SPS et avoir pris tous renseignements utiles auprès des Services Publics ou de caractère publics : services de l'équipement, Services Municipaux, Service des Eaux, Electricité de France, France Télécom, etc... <p>Avant la remise de son offre et avant le démarrage des travaux, l'entrepreneur doit attirer l'attention du Maître d'ouvrage sur les inconvénients, les vices ou malfaçons qui pourraient résulter des erreurs ou omissions qu'il aurait constaté dans les documents qui lui ont été remis et dans les ordres qu'il les a reçus.</p> <p>Dans tous les cas, aucun travail ne pourra être considéré comme supplémentaire au forfait s'il n'a pas été commandé par ordre de service et signé par le Maître d'ouvrage.</p> <p>Les analyses ou essais prévus dans le D. T .U. seront toujours à la charge de l'entrepreneur, de même que l'ensemble des échantillons et maquettes qui seront réclamés par le Maître d'ouvrage afin de permettre le choix des produits, matériaux, coloris à fournir au début de la période de préparation, ou en temps nécessaires au parfait approvisionnement du chantier sur demande de l'entreprise.</p> <p><u>Contenu du prix:</u></p>				
--	--	--	--	--	--

	<p>Le prix est réputé comprendre notamment, et sans que cela soit limitatif :</p> <p>Tous éléments et produits nécessaires à la bonne tenue et au parfait achèvement de l'ouvrage</p> <p>Aucun produit neuf, rentrant dans la composition des matériels et matériaux ou dans leur mise en oeuvre ne devra comporter d'amiante.</p> <p>Les éventuelles modifications à apporter au dossier établi par le Maître d'Oeuvre qui pourraient s'avérer nécessaires</p> <p>Les études, calculs, dessins d'exécution et de détail, nomenclatures nécessaires à l'exécution des ouvrages.</p> <p>La fourniture et mise en oeuvre des échafaudages et des protections collectives.</p> <p>Les aménagements demandés par le Bureau de Contrôle Technique.</p> <p>Les raccordements sur les réseaux extérieurs.</p> <p>Le constat d'état des lieux contradictoire par huissier des voiries, abords intérieurs et extérieurs .</p> <p>La remise en état de tous ouvrages dégradés durant la réalisation des travaux ou pour les besoins de la réalisation des travaux, qu'ils soient internes à l'opération (ouvrages sur lesquels aucune intervention n'était prévu mais qui auront été dégradés intentionnellement ou accidentellement) ou externes à l'opération (espaces verts, trottoirs, voiries, etc...).</p> <p>La protection des ouvrages pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la réception. La protection des ouvrages existants non concernés par les travaux mais exposés aux risques de dégradation. Tous réglages et ajustements nécessaires pour le bon fonctionnement.</p> <p>Les essais contrôles et prototypes, et en particulier :</p> <p>- Tout prototype ou essai préalable à l'exécution des ouvrages suivant CCTP ou demande éventuel du Bureau de Contrôle ou du Maître d'ouvrage en cours de chantier.</p> <p>La réalisation des essais COPREC pour les équipements techniques et la fourniture des procès verbaux correspondants.</p> <p>Les frais de contrôle en vue de l'obtention des certificats de conformité CONSUEL pour les installations électriques.</p> <p>Les frais des équipements et installations de sécurité collective et individuelles (voir PGC).</p> <p>Les prestations suivantes sont à la charge de l'entreprise du lot terrassement -maçonnerie :</p> <p>- Les frais de dépenses communes de chantier, et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">* Les panneaux de chantier et clôtures provisoires.* Les installations de chantier à usage du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Oeuvre (avec installation du téléphone et du Fax).* Les installations communes d'hygiène et de sécurité à usage du personnel de chantier.* La réalisation des réseaux provisoires de chantier.* La réalisation des protections et signalisations communes de sécurité à usage du personnel de l'entreprise et à usage des tiers (public, utilisateurs).* Les redevances pour l'occupation éventuelle du domaine public. <p><u>Documents techniques et règlements:</u></p> <p>Les travaux faisant l'objet du présent marché seront conformes aux normes et règlements en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.</p> <p>Les prescriptions de mise en oeuvre et les caractéristiques de dimensions, de formes, de qualité des matériaux employés dans les ouvrages, ou entrant dans la composition des produits confectionnés employés, seront celles du Cahier des Clauses techniques Générales</p>				
--	---	--	--	--	--

<p>(C.C.T.G. Décret n°93-446 du 23 mars 1993).</p> <p>Pour les présents travaux, le C.C.T.G. est complété par les documents suivants, qui sont donc rendus contractuels:</p> <ul style="list-style-type: none">- Tous les Cahiers des Charges des Documents Techniques Unifiés (C.C. - D.T.U.) et Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S. - D.T.U.) parus au premier du mois d'établissement des prix, même s'ils ne figurent pas au C.C.T.G.- Toutes les Normes Françaises (NF) homologuées: les produits manufacturés bénéficiant d'une marque de conformité aux NP homologuées devront être utilisés en priorité.- Tous les procédés, matériaux et composants nouveaux, dont la fabrication ou la mise en oeuvre non traditionnelles échappent aux C.C. - D.T.U devront posséder un avis technique favorable en cours de validité, délivré par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.). Ces avis techniques devront être communiqués au Maître d'Oeuvre, avant l'emploi des matériaux et des Procédés correspondants, pour approbation.- Dans le cadre du devis descriptif, les entrepreneurs emploieront, ou pourront proposer des matériaux ou procédés de construction échappant au C.C.T.G. ou autres documents cités ci-dessus. Dans ce cas, l'entreprise devra présenter aux Maîtres d'Ouvrage et d'Oeuvre. le Cahier des Charges du fabricant et une attestation de l'assurance conjointe fabricant/poseur propre au chantier couvrant sa responsabilité, décennale ou biennale, propre à l'objet concerné. Après étude de ces documents l'approbation, par les Maîtres d'Ouvrage et d'Oeuvre des produits et travaux proposés, rendra contractuels les Cahiers des Charges des fabricants qui devront être strictement respectés.- Toutes les règles techniques d'organismes compétents à caractère officiel (U.T.I., C.S.T.B., ...).- Tous les textes législatifs et administratifs (lois, ordonnances, règlements. circulaires, arrêtés, décrets...) nationaux, départementaux et municipaux, en particulier la circulaire relative à la sécurité contre l'incendie. <p><u>Bases techniques du projet:</u></p> <ul style="list-style-type: none">- PLU en vigueur- RAPPORT DE SOL : Une étude géotechnique a été réalisée sur le site par : EGSOL- Sismicité Zone :4, élevé- Neige et vent Suivant D.T.UÉtanchéité à l'air et à l'eau: Suivant D.T.U- Zone climatique : Suivant D.T.U- Catégorie 5 : isolement 30 dba- Altitude du projet 357 m-Classement des locaux / humidité : Locaux à faible hygrométrie et EB+ collectifs suivra,t préconisations des BET STREM et CUISINE INGÉNIERIE- Département 73 Savoie.				
---	--	--	--	--

<p>-Surcharges d'exploitation:</p> <p>Suivant E.urocodes ou valeur supérieure à la norme selon indication portées au lot Gros oeuvre par le bureau d'étude structure.</p> <p>Surcharges accidentelles à prendre en compte au <u>niveau de la neige</u>, à faire valider par le bureau de contrôle en fonction des accumulations de neige.</p> <p>Les installations de chantier</p> <p>Les installations de chantier sont à définir par les entreprises pour l'exécution <u>en site occupé</u> de leurs travaux en se référant aux exigences du PGC et du code du travail.</p> <p>Les prescriptions qui suivent et qui n'ont pas un caractère exhaustif donnent les exigences minimum auxquelles devront répondre ces installations:</p> <p>Respect de l'environnement : limitation du bruit, précautions pour éviter la poussière les salissures sur les voiries publiques, etc...</p> <p>A ce sujet les entreprises devront respecter les contraintes d'horaires de travail qui pourraient leurs être imposées par la municipalité sans que cela n'ait d'incidence sur le montant forfaitaire de leur marché.</p> <p>La sécurité et l'hygiène des personnes travaillant sur le chantier devront être assurées en se référant aux exigences prévues au PGC. et au code du travail</p> <p>La sécurité des tiers.</p> <p>Le panneau de chantier. : d'une dimension minimum de 3.00 m par 1.50 m ,il sera solidement implanté, réalisé en couleur avec toutes les indications et logos demandés par le Maître d'Ouvrage.</p> <p>Les bureaux et équipements pour le Maître d'Ouvrage et le Maître d 'œuvre.</p> <p>D'un local de stockage des échantillons.</p> <p>En fin de chantier l'entrepreneur du lot Gros Oeuvre devra la remise en état complète des lieux utilisés pour les besoins du chantier.</p> <p>Implantation des ouvrages</p> <p>Les entrepreneurs doivent l'implantation de leurs ouvrages.</p> <p>D'autre part, l'entrepreneur du lot Gros oeuvre doit faire établir à ses frais, par un géomètre agréé par le Maître d'Ouvrage, un contrôle de l'implantation des bâtiments à construire.</p> <p>Réservations, percements et scellements</p> <p>Les réservations devront être données à l'exécution par les entreprises adjudicataires.</p> <p>Toutes les réservations à prévoir dans les planchers, voiles, façades et poutres d'une dimension supérieures à 10 x 10 cm devront faire l'objet d'une demande du lots concerné à l'entreprise de Gros-œuvre.</p> <p>L'entreprise de Gros œuvre assurera la synthèse des réservations et devra obtenir l'accord du Bureau d'étude structure.</p> <p>Après accord, ces réservations seront portés sur les plans de structure et plans d'atelier et de chantier fournis par le Bureau d'étude structure</p> <p>Ces demande de réservations devront intervenir au cours de la période de préparation, le rebouchage après travaux de ces ouvrages sera à la charge du lot Gros œuvre.</p> <p>Les réservations égales ou inférieures à 10 x 10 cm ne seront pas portées sur les plans de réservation, elles seront percées et rebouchées par le lot concerné.</p> <p>Pour toutes les autres réservations à prévoir dans les cloisonnement, plafonds, etc. , chaque entreprise concernée prendra à sa charge le</p>				
--	--	--	--	--

	<p>perçement et le rebouchage de ces réservations quelqu'en soit la dimension.</p> <p>Provenance et qualité des matériaux Sur l'ensemble du chantier, les matériels et matériaux utilisés seront neufs et de premier choix, Ils porteront l'estampille NF toutes les fois où la catégorie de matériel correspondante fait l'objet de l'attribution d'un label de qualité</p> <p>Solutions alternatives Lorsque le CCTP n'impose pas une solution entièrement définie, les entrepreneurs peuvent proposer des solutions alternatives, sous réserve qu'elles respectent les exigences demandées dans le CCTP (techniquement et esthétiquement équivalent) Néanmoins, et de façon exceptionnelle les entrepreneurs peuvent proposer des solutions alternatives qui ne respectent pas la totalité des exigences à condition de joindre à leur offre un mémoire explicitant : - La ou les exigences non respectées et les valeurs proposées en remplacement - La justification de ce non respect (procédé constructif spécifique par exemple) - Les solutions de compensation éventuellement proposées</p> <p>Quoiqu'il en soit, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Bureau de Contrôle resteront seuls juges pour accepter ou refuser les solutions alternatives proposées par l'Entreprise</p> <p>Assurances Procédés non traditionnels En plus de ses assurances Responsabilité Civile, l'entreprise devra être assurée au titre des garanties décennales et biennales.</p> <p>Lorsqu'elle sera amenée à utiliser des matériaux ou des procédés non traditionnels (ceux-ci relevant des DTU), elle devra, un mois avant mise en oeuvre sur chantier, fournir au Maître d'Oeuvre et au Bureau de Contrôle ; - Soit un avis technique. - Soit une assurance spéciale qui doit être acceptée par le Bureau de Contrôle.</p> <p>Démolitions pour défaut de réalisation</p> <p>Les ouvrages ou parties d'ouvrages présentant des défauts ou manquements vis à vis des exigences définies dans le C.C.T.P. seront, sur simple injonction du Maître d'ouvrage, immédiatement démolis par l'entrepreneur responsable à ses frais.</p> <p>Prototypes - Présentation d'échantillons ouvrages témoins Pour les ouvrages répétitifs à la demande du Maître d'ouvrage, les entreprises devront l'exécution et l'essai d'un prototype.</p> <p>Présentation des échantillons : Une présentation complète des échantillons sera réalisée en tout début de la période de préparation et dans des délais compatibles avec le délai global, l'entreprise devra également réaliser une nomenclature exhaustive des matériels, matériaux et teintes mis en place sur le chantier, ces deux points afin que le Maître d'ouvrage puisse entériner les dispositions d'aménagements prévus, nature des prestations ainsi que la qualité de la réalisation.</p> <p>Cet accord du Maître d'Ouvrage devra être obtenu avant toute passation de commande par les entreprises des matériaux et appareillages à mettre en oeuvre.</p>				
--	--	--	--	--	--

	<p>Opérations Préalables à la Réception Les OPR s'entendent essais réalisés et vérifications du bureau de contrôle effectuées. Le planning détaillé établi par les entreprises devra intégrer les délais particuliers et réalistes pour ces OPR. Si les, ou certains essais des OPR sont défavorables, les entreprises devront effectuer les travaux pour satisfaire aux exigences, et ce avant que le bureau de contrôle effectue une vérification finale. Si les essais donnent encore des résultats non satisfaisants, les entreprises prendront à leur charge les frais des essais ultérieurs.</p> <p>Garanties particulières Les éléments constitutifs du clos/couvert, des revêtements des façades seront garantis 10 ans. Les peintures extérieures et les protections antirouille des structures et ouvrages métalliques réalisées sur le chantier seront garanties 5 ans</p> <p>Dossier des ouvrages exécutés Les entreprises devront fournir au moment des opérations préalables à la réception leur dossier des ouvrages exécutés en 5 exemplaires (dont 1 reproductible) et un sur CD ROM ,et qui comprendra: - Les plans de recollement. - Les notices de fonctionnement et d'entretien. - La nomenclature des appareillages mis en oeuvre dans les installations avec mention de leur marque types et références. - Pour les matériaux et équipements spécifiques, les coordonnées du fabricant ou des fournisseurs - Les Procès- Verbaux des essais de réaction ou résistance au feu des différents matériaux mis en oeuvre suivant demande du Bureau de Contrôle et des Services de Sécurité.</p> <p>L'ensemble de ces documents sera présenté dans un seul et même dossier avec un bordereau récapitulatif des pièces.</p> <p>Marques, modèles, échantillons et coloris</p> <p>Chaque fois qu'un article est défini avec un type et marque précis (en général plusieurs marques possibles) l'entreprise devra répondre en solution de base avec l'un des produits décrits. Tous produits non soumis à l'agrément du maitre d'ouvrage sont réputés refusés d'avance. Les produits préconisés par le CCTP seront également présentés sous forme d'échantillons Les entrepreneurs peuvent néanmoins, de leur propre initiative, présenter des solutions différentes en variante. Dans ce cas, elles devront prendre en compte toutes les incidences qu'elles peuvent avoir sur les lots des autres lots. Lorsqu'une marque ou type est donné à seule fin d'exemple, les entreprise peuvent proposer tout produit répondant à description ou au classement prévu. Lorsqu'une obligation de résultat est imposée aucun produit n'est fixé ou alors seulement cité à titre d'exemple, par contre l'obligation est impérative d'être titulaire du classement ou label imposé.</p> <p>Les entreprises qui proposent un produit s'engagent sur le résultat demandé au C.C.T.P.</p> <p>Si elles ne peuvent justifier de l'obtention du label, elles doivent remplacer sans aucune variation de prix le produit qu'elles ont prévu par un produit labellisé correspondant aux exigences et aux normes en vigueur.</p> <p>Les entrepreneurs devront présenter pendant la période de préparation, à la date fixée, un échantillonnage du matériel retenu, ainsi que tous les prototypes de matériels fabriqués qui lui seront demandés.</p>				
--	--	--	--	--	--

	<p>Ces échantillons resteront exposés jusqu'à la fin du chantier.</p> <p>En complément, les entreprises devront demander au maître d'ouvrage de définir le choix des coloris avant toute commande. Elles ne pourront arguer de retard si leur commande n'a pas été faite assez tôt (en fonction des délais).</p> <p><u>Condition d'exécution des travaux:</u></p> <p><u>Plans et devis:</u></p> <p>Chaque entrepreneur reprendra, sur place, les côtes de ses ouvrages et sous sa responsabilité. Sauf les dessins à grandeur d'exécution, aucune côte ne devra être prise à l'échelle. Chaque entrepreneur fera préciser, au Maître d'Oeuvre, les cotes qui lui feront défaut.</p> <p>Chaque entrepreneur doit comprendre dans son offre les trous, scellements et raccords nécessaires à l'exécution des ouvrages.</p> <p>Ainsi que tous les percements dans existant aucun travail provenant de rectification, d'erreur ou d'omission ne pourra faire l'objet de supplément au prix global.</p> <p><u>Protection des ouvrages:</u></p> <p>Tous les matériaux sensibles aux agents atmosphériques seront stockés à l'abri des intempéries, de l'humidité, du soleil et suivant les cas. Tout élément ayant subi des détériorations ou des phénomènes incompatibles, à sa mise en oeuvre devra être immédiatement évacué du chantier.</p> <p>Tous les ouvrages seront soigneusement protégés en cours de chantier, et en particulier les seuils, bandeaux, appuis et ouvrages similaires qui risquent des épaufures.</p> <p>Les matériaux et matériels dangereux (incendie explosion etc..) devront faire l'objet d'un plan de stockage agréé par le SPS (local séparé).</p> <p>Les surfaces finies d'ouvrages métalliques, les surfaces laquées, anodisées, etc., seront mises en oeuvre protégées par des bandes adhésives, des vernis préalable, solubles ou autres pouvant être enlevés facilement en fin de travaux.</p> <p><u>Sécurité de chantier</u></p> <p>Suivant réglementation en vigueur (description ci-après non limitative) et notamment le décret 94 1159 du 26/12/94.</p> <p>A la charge des entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none">- Fourniture et mise en place des dispositifs de sécurité du chantier, tels que protection des ouvertures extérieures, escaliers, trémies, balcons, acrotères jusqu'à la mise en place des ouvrages définitifs.- Echafaudages de façades et tous dispositifs propres à ses travaux, y compris notamment durant les travaux de démolitions.-Entretien et maintien, des dispositifs mis en place jusqu'à parfait achèvement des ouvrages ou levés des risques (voir PGC). <p><u>IMPORTANT:</u> L'établissement est en activité pendant les travaux.l'ensemble des fermetures de chantier provisoires, des étanchéités, des protections, balisages et signalétiques, ainsi que les mesures conservatoires nécessaires doivent être prises par l'ensemble des intervenants conformément aux directives du Coordonnateur SPS</p> <p>La coactivité avec les utilisateurs est proscrite.</p> <p>L'entreprise défaillante sera, sur simple constat , sanctionnée et l'ensemble des coûts relatifs à l'inexécution des obligations contractuelles de l'entreprise de préserver et maintenir un fonctionnement normal de l'activité de l'établissement pendant les travaux seront déduits de son marché, ceci à ses frais, risques et périls. (Maintien suivant PGC des</p>				
--	--	--	--	--	--

<p>cheminements sécurisés,des alimentations électriques et téléphone, etc...)</p> <p>Les entreprises travailleront en horaire décalé pour l'ensemble des travaux amenant des nuisances (vibration, bruit, poussière), hors des horaires d'ouverture, à définir avec les utilisateurs.</p> <p><u>Essais et vérifications de fonctionnement:</u></p> <p>La liste et description de ces essais et vérifications sont données par les documents techniques COPREC No 1 et No 2. Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment a publié ces documents au supplément spécial No 79.22 bis du 28 mai 1979 et No 79.30 du 23 juillet 1979. Ces prestations intéressent les lots suivant:</p> <p>Lots</p> <p>Documents</p> <p>Réseau de distribution collective et radio diffusion Document A.T.</p> <p>Chauffage Document C.H.</p> <p>Installations électriques Document E.L.</p> <p>Plomberie - Sanitaire Document P.B.</p> <p>Portiers électroniques Document P .E</p> <p>Plomberie (réseau d'alimentation en eau) Document R.A.</p> <p>Gros Œuvre (réseau d'évacuation) Document R.E</p> <p>V .M.C. (Ventilation Mécanique Contrôlée) Document V.M.</p> <p>Étanchéité PV d'épreuve d'étanchéité à l'eau</p> <p><u>NOTA :</u></p> <p>Indépendamment des essais AQC ex COPREC, tous les organes relatifs à la sécurité, exemple: blocs de sécurité, devront obligatoirement être essayés lors de la visite de réception et le résultat consigné sur le Procès-Verbal.</p> <p>"La production des Procès-verbaux d'essais "COPREC" est indispensable au règlement de la dernière situation de travaux".</p> <p><u>Livraison des locaux -nettoyage:</u></p> <p>Tous les bâtiments et les terrains, propriétés du Maître d'Ouvrage, seront livrés en parfait état de propreté. Chaque entreprise doit le nettoyage en cours et en fin d'intervention de son lot, L'entreprise mettra ses déchets sur le site dans des bennes prévues à cet effet dans le cadre du compte prorata par l'entreprise générale.</p> <p><u>Variantes et options:</u></p> <p>Le projet de base est celui dans les C.C.T.P. indiquant les prestations à mettre en œuvre. Les Entreprises doivent obligatoirement faire leur offre de prix sur cette base. Les références de matériel sont données à titre indicatif. Les Entreprises</p>				
---	--	--	--	--

pourront proposer des matériels techniquement équivalents, le Maître d'ouvrage se réservant toutefois le droit d'imposer pour des raisons de qualité celui prescrit sans pour cela que les Entreprises puissent prétendre à une plus value.

Les variantes et options décrites dans les C.C.T.P. doivent être obligatoirement chiffrées.

Des variantes peuvent être proposées par les Entreprises. Elles doivent être clairement décrites et comprendront toutes les sujétions et répercussions sur les autres lots.

Elles ne pourront être prises en compte que dans la mesure où les Entreprises auront répondu au dossier de base.

Total du Lot H.T. :

Total du Lot T.T.C. :

	Montant €
Chapitre : 01 Préambule	
Lot : 00 Prescriptions communes à tous les lots	
Montant T.V.A. à 20 % :	
Total du Lot T.T.C. :	

Récapitulation T.C.E

	Montant € (t.v.a. 20%)
Lot : 00 Prescriptions communes à tous les lots	
Total Général :	
Montant T.V.A :	
Total Général T.T.C. :	

SOMMAIRE

<i>00</i>	<i>Prescriptions communes à tous les lots</i>	<i>p 2</i>
<i>01</i>	<i>Préambule</i>	<i>p 2</i>
	<i>Recapitulation du Lot</i>	<i>p 16</i>
	<i>Recapitulation Tout Corps d'Etat</i>	<i>p 17</i>